

**ETAHRI Fadhila**  
Enseignante d'Espagnol.  
Département d'Interprétariat et de Traduction.  
Université d'Alger.

**LES RELATIONS BILATERALES  
ALGERO-ESPAGNOLES :  
EVALUATION GLOBALE.  
1962 -1996**



## **LES RELATIONS BILATERALES ALGERO-ESPAGNOLES : EVALUATION GLOBALE. 1962 -1996**

Les liens entre l'Algérie et l'Espagne, deux pays de l'espace méditerranéen, sont nourris non seulement par l'histoire mais également par la proximité géographique. Ces liens ont été d'une différente intensité selon les différentes périodes de l'histoire.

Malgré les différences idéologiques des deux régimes à l'époque de Franco, les deux pays ont entrepris des relations –depuis le 18 décembre 1962, soit dès l'indépendance de l'Algérie --, et les ont maintenues d'une façon stable. Ce fut durant la période franquiste précisément que de nombreux accords ont été signés, parmi lesquels les accords économiques qui ont abouti à l'accord du gaz, juste à la veille de la décolonisation du Sahara Occidental.

L'Espagne a entretenu avec l'Algérie, depuis son indépendance, une relation économique intense axée sur le domaine des hydrocarbures quoique dans le contexte général des échanges extérieurs, l'Algérie occupe une place moindre, étant un client très secondaire pour l'Espagne. L'intérêt fondamental de l'Espagne dans sa relation avec l'Algérie est l'énergie, qui constitue la « moelle » de l'économie algérienne, comme le souligne Richard Gillespie. (1)

La relation politique a été subordonnée aux instables et cycliques relations avec le Maroc. Ainsi le contentieux du gaz, de caractère économique, fut une conséquence du moment politique pendant lequel est géré le problème du Sahara Occidental.

La dégradation des relations entre l'Espagne et l'Algérie remonte à la signature des accords tripartites, en novembre 1975.

Le gouvernement de Francisco Franco essaya de justifier sa responsabilité en affirmant qu'il avait seulement transféré à Rabat et Nouakchott l'administration de l'ancienne colonie, et non la souveraineté, quoique pour Alger, la responsabilité incombait à Madrid.

L'attitude de l'Algérie envers le Sahara Occidental est en relation avec la place occupée par Alger sur la scène internationale, comme le souligne Mohamed Bedjaoui. (2)

L'intérêt de l'Algérie à appuyer le Polisario était dû à son engagement à soutenir la politique des non-alignés et les mouvements révolutionnaires.

D'autre part, avec son soutien, en 1976, au Mouvement pour l'Autodétermination et l'Indépendance de l'Archipel Canarien (MPAIAC) fondé le 22 octobre 1964 par Antonio Cubillo, l'Algérie voulait contraindre l'Espagne à changer sa position envers le Sahara Occidental. Cet événement donna lieu à un refroidissement des relations algéro-espagnoles. L'Espagne appela son ambassadeur, suivie peu après par l'Algérie qui en fit de même.

Ce fut le moment le plus tendu dans les relations Algérie-Espagne et auquel s'ajoutait le désaccord qui mena à la rupture du contrat de gaz que l'Espagne avait conclu avec l'Algérie pour une période de vingt ans, et qu'elle ne pouvait honorer.

En plein effet de la crise pétrolière de 1973, le gouvernement espagnol avait signé un ambitieux plan de gazéification de l'Espagne. En 1975, la société espagnole Enagas avait souscrit un contrat d'approvisionnement de gaz liquéfié à long terme, provenant d'Alger. La technique de liquéfaction permet de réduire le volume du gaz liquéfié 600 fois et permet l'importation par des méthaniers qui déchargent sur les stations de Enagas à Barcelone, Huelva et Carthagène, où s'effectue la gazéification. De même que pour la France et la Belgique, le contrat espagnol bénéficiait de la fameuse « take or paye » par laquelle l'acheteur devait payer les quantités décidées si il ne les retirait pas, pour ainsi assurer les grands investissements que la liquéfaction et le transport du gaz supposaient pour le producteur. (3)

Le marché espagnol, difficile, est caractérisé par deux aspects fondamentaux: en premier lieu, par les distances élevées existant entre les principaux noyaux industriels et démographiques espagnols – ce qui fait que l'investissement par unité vendue soit plus élevé que dans le reste de l'Europe - ; en deuxième lieu, le marché du chauffage étant moindre à cause de la climatologie espagnole différente de celle des autres pays européens, le besoin est également inférieur.

La récession économique et l'augmentation du prix du gaz expliquent pourquoi la demande espagnole trop élevée ne peut répondre à la consommation de toute l'offre de gaz souscrite et engagée avec Alger.

Cette situation créée en 1981, termina en un conflit entre l'Algérie et l'Espagne, et affecta toute les relations qui furent réduites à presque une disparition totale au début de l'année 1985.

Le contentieux du gaz entre l'Algérie et l'Espagne a eu des conséquences économiques et commerciales. En effet, en 1984 l'Algérie a

gelé les offres d'achat et les exportations espagnoles vers l'Algérie, d'une valeur de 100 Milliards de pesettes. D'autre part, les 40% des exportations espagnoles vers l'Algérie se font à partir de la Catalogne et les entreprises métallurgiques catalanes de machines textiles et outils sont, comme celles de la construction de toute l'Espagne, les plus affectées, suite au désaccord sur le gaz. (4)

En 1983, aucun contrat ne fut signé entre les deux pays, à l'exception de l'adjudication du barrage de Djendjen au consortium formé par les entreprises espagnoles Entrecanales-Huarte et Agroman, dont le contrat fut annulé en 1984.(5)

Durant la période socialiste en Espagne (1982—1996), le changement de politique avec une équidistance envers les pays du Maghreb mène à une politique de normalisation des relations qui, en fait, n'ont jamais été conflictuelles jusqu'à l'heure actuelle.

Cependant, on peut dire que les différends entre l'Espagne et le Maroc ont abouti à de nouveaux liens plus serrés entre l'Espagne et l'Algérie, avec une préférence pour l'Algérie de la part des gouvernements de Centre-droite du Parti Populaire (PP) de José Maria Aznar.

Les relations algéro-espagnoles ont eu un autre centre d'intérêt comme la question des réfugiés basques. Le gouvernement algérien, à un moment donné, a accueilli transitoirement un certain nombre de séparatistes basques, servant ainsi d'espace de négociation entre le gouvernement espagnol et le mouvement séparatiste, bien que finalement aucun accord n'a été conclu.

A la même période (1985), l'Espagne a accueilli également les opposants du Mouvement pour la Démocratie en Algérie (MDA) de l'ex-président algérien, Ahmed Ben Bella à Alicante.

Les relations culturelles quant à elles, ont été très circonstanciées avec un échange continu mais rare de boursiers, avec une certaine paralysation de ces relations durant la période de crise des années 90 en Algérie. En effet, l'action de l'Institut Cervantès d'Alger assez affectée fut quand même maintenue malgré une relative léthargie.

L'Institut Cervantès, ou ancien Centre Culturel espagnol assez actif dans les années 80, à moitié vide durant les années 90, commence à récupérer peu à peu son activité à partir des années 2003-2004 avec un

nouveau représentant, Eduardo Calvo Garcia, selon lequel « les relations culturelles entre l'Espagne et l'Algérie sont très limitées. Mais elles sont en train d'avancer petit à petit. L'échange culturel doit être intense parce que nous sommes voisins mais trop éloignés les uns des autres ». (6)

L'émigration algérienne vers l'Espagne est un phénomène qui débute à la fin des années 80 et se développe dans les années 90 quoique à une distance numérique par rapport au mouvement parallèle des marocains vers l'Espagne.

Durant les années 90, l'Espagne est le pays du monde où l'émigration a le plus augmenté. L'Espagne, un pays avec une rare population d'émigrés jusqu'alors, a connu une augmentation remarquable en deux ans, passant cette même émigration de 200.000 à 400.000 étrangers en 1991. (7)

Le phénomène migratoire algérien vers l'Espagne est assez réduit par rapport au potentiel migratoire de l'Algérie. « La crise socio-économique que connaît l'Algérie à la moitié des années 80 constitue sans aucun doute un facteur d'impulsion de l'émigration de ce pays vers l'Europe », selon Gema Martin Munoz. (8)

En 1994, l'Espagne essaie d'empêcher l'accès à ses frontières et impose le visa aux pays du Maghreb.

« L'Espagne a moins de pression migratoire à partir du Sud que beaucoup de pays du Nord de l'Europe – précise le ministre de l'Intérieur espagnol –, il y a cent fois moins d'algériens qu'en France. Nous aurions eu beaucoup plus aujourd'hui si nous n'avions pas imposé le visa en Afrique du Nord ». (9)

En général, on peut dire que depuis 1962, soit depuis la période franquiste jusqu'à 1996, les relations de voisinage immédiat-- géographique mais aussi historique --, qui se sont développées entre l'Algérie et l'Espagne, sont passées par des hauts et des bas selon les différentes périodes.

Ce qui a existé dans les relations Algérie-Espagne, ce sont des antagonismes ou divergences d'intérêts plus que des contentieux, à l'exception du contentieux du gaz. Avec le PSOE de Felipe Gonzalez, une approche économique mais également politique a existé.

Nous pouvons mentionner que les relations Algérie-Espagne sont également des relations d'interdépendance quoique non physique,

évidemment, car 60% des besoins espagnols en gaz viennent de l'Algérie. Les ventes de gaz permettent à l'Algérie une entrée de devises également.

Dans ce sens, il faut ajouter qu'après le projet du gazoduc Maghreb-Europe auquel ont adhéré plusieurs pays, l'Algérie, le Maroc, l'Espagne et le Portugal, un autre gazoduc, le Medgaz, fut décidé du temps du gouvernement du Parti Populaire de José Maria Aznar, et devait unir directement l'Algérie (Ghazaouet) à l'Espagne à travers Almeria.

Ces échanges entre les deux pays créent des intérêts mutuels, qui sont à leur tour, des instruments pour favoriser l'intégration et contribuent à la stabilité de toute la région de la Méditerranée.

## NOTES:

- (1) GILLEPSIE, Richard: *España y Magreb: una vía posible de política regional*, en *Las relaciones exteriores de la España democrática*, Alianza Universidad, 1995, pag. 224.
- (2) BEDJAOU, Mohamed: Intervention devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 21/6/1979, dans **El Moudjahid** du 22-23/6/1979. Rapport sur la position de l'Algérie par un des plus brillants diplomates algériens.
- (3) MORAN, Fernando: *España en su sitio*, en Plaza y Janès, Barcelona, 1990, pag. 84.
- (4) **El País**, 15/4/1984, Argelia congela ofertas de compra a España por valor de 100.000 millones de pesetas.
- (5) Voir Nota de la Información Comercial de España en Argel sur Las relaciones comerciales entre España y Argelia, 31/10/1984.
- (6) CALVO GARCIA, Eduardo: Directeur de l'Institut Cervantès d'Alger, en entretien personnel, à Alger, le 1/8/2005.
- (7) **El País**, 16/3/1994, España es uno de los países del mundo donde mas ha aumentado la población.
- (8) MARTIN MUNOZ, Gema: Causas políticas y socio-económicas de la emigración argelina, en Atlas de la Emigración, TEIM, Universidad Autónoma de Madrid, 1998, pág. 6.
- (9) **El País**, 10/1/1994, Seremos inflexibles con la delincuencia extranjera.